Socialisme Ministeriel.
Sorgue
1900

SOCIALISME MINISTÉRIEL

PAR

SORGUE

DEUXIÈME ÉDITION

EN VENTE
BUREAU DU SOCIALISTE
5, RUE RODIER, 5
PARIS

1900

SOCIALISME MINISTÉRIEL

PAR

SORGUE

DEUXIÈME ÉDITION

EN VENTE
BUREAU DU SOCIALISTE
5, RUE RODIER, 5
PARIS
—
1900


LIBRARY
JUL 27 1962
UNIVERSITY OF TORONTO

SOCIALISME MINISTÉRIEL[1]

PAR

SORGUE

A l'heure où vont se réunir à Paris les deux grands Congrès du socialisme, il est important de se rendre un compte exact de l'influence exercée sur notre mouvement socialiste par le ministère actuel et par la fraction de notre parti qui le soutient. C'est là un point essentiel que chacun de nous doit s'efforcer d'élucider. Il y a là une question préjudicielle à résoudre, avant de discuter celle de l'*Unité*.

Depuis quelque temps, le Parti, chez nous, a été réduit, en fait de Quotidiens, à des journaux officieux. Rien donc de surprenant à ce que l'on soit imparfaitement renseigné, hors France, sur les discussions

(1) Cet écrit est l'expression d'une opinion personnelle, il n'engage aucune autre responsabilité que celle de l'auteur.

qui agitent si violemment le socialisme français et sur les causes de nos dissentiments.

Nous voulons essayer ici de faire entendre, principalement aux congressistes étrangers, un son différent de celui que rendent les cloches ministérielles.

*
* *

Deux événements de première importance marqueront dans l'histoire du socialisme français de cette fin de siècle : la campagne dreyfusiste de Jaurès, dans laquelle il a déployé les plus puissants efforts pour entraîner à sa suite le monde socialiste tout entier, et l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau-Gallifet.

Consultés par la *Petite République* sur l'opportunité de ces deux grands actes, nos amis de l'étranger approuvèrent en général sur le premier point ; sur le second ils furent presque unanimes à blâmer. Nous estimons que leur approbation a été dictée par le sentiment plutôt que par une considération attentive et froide des faits.

Pour nous, les avocats socialistes du capitaine Dreyfus ont commis une imprudence terrible, pour ne pas dire plus, en s'efforçant de solidariser l'auguste cause du prolétariat avec une cause privée, si intéressante fût-elle. Examinons maintenant les résultats de cette conduite au point de vue des intérêts prolétariens. Nous ne chercherons pas midi à quatorze heures, nous

irons droit au but ; et les faits, d'ailleurs, se chargeront de parler pour nous. Ils ont, eux aussi, leur éloquence.

*
* *

En combattant les combats du dreyfusisme sous le drapeau rouge, et l'on sait avec quelle vaillance ! Jaurès et ses amis amenèrent un rapprochement singulier entre les deux camps les plus opposés et les plus irréconciliables par nature, celui du travail prolétaire en guerre ouverte contre le Capital, et ce Capital lui-même personnifié par la haute banque,c'est-à-dire par ce qu'il a de plus parasitaire, de plus rapace et de plus absorbant.

Que vit-on alors ? On vit des juifs à millions et à milliards venir, tels que les rois mages, vers le socialisme enfant couché dans sa crèche, lui offrir l'encens, la myrrhe et l'or. Comment se fit-il qu'alors Jaurès, nourri de littérature, n'ait pas été mis en garde par Virgile contre certains présents redoutables ? Et, certes, ce ne sont pas seulement ceux qu'apportaient les Grecs !

Les présents des rois du Capital furent acceptés. Le premier service rendu, fut de relever les grands organes d'avant-garde qui périclitaient, de les remettre à flot. Péreire assura la fortune de la *Lanterne* ; Rothschild celle de la *Fronde*; Cohen celle de *La Petite République* et, plus tard,Paquin, à la veille d'être décoré, offrait à M. Maurice Dejean le *Petit Bleu*.

Un jour il manquait 10.000 francs à la verrerie ouvrière d'Albi pour construire un 3e four. Jaurès annonce une conférence au bénéfice de la création ouvrière. Le grand orateur fait, comme toujours, salle comble,mais,cette fois,les places sont payées 60 francs. Toute la fine fleur de la ploutocratie judaïque s'est donné rendez-vous à la réunion organisée par la *Petite République*. Après le discours, la quête. On me chargea de ce dernier et modeste rôle (1). Je n'oublierai jamais de quel air méprisant et plein d'arrière-pensées ces étranges catéchumènes du socialisme jetaient dans mon escarcelle qui 10 francs, qui 20 francs, qui 100 francs. C'est à ce moment que je commençai à ouvrir les yeux sur la faute commise et sur son énormité. Comment ! C'est la classe archicapitaliste, archiparasite, archiexploiteuse qui deviendrait une alliée sincère de la révolution sociale, dont elle est le principal point de mire ? Et c'est Jaurès qui aurait été assez naïf pour se bercer d'une telle espérance ?

(1) C'est pour moi un besoin de cœur de déclarer ici que j'ai été pendant plusieurs années la collaboratrice des hommes que je combats aujourd'hui, que leurs procédés à mon égard furent toujours irréprochables, excellents, et que j'ai constamment rencontré en eux les camarades les plus dévoués, les plus délicats, les meilleurs. Si je suis devenue l'adversaire de mes compagnons de lutte d'hier, c'est parce qu'il y a chez moi une corde qui vibre encore plus fort que l'amitié ; c'est parce que je n'ai pu m'empêcher d'obéir à ce que j'ai cru être un devoir supérieur.

Quoi qu'il en soit, ceci se passe de commentaires tous les journaux quotidiens avancés sont passés entre les mains des hauts barons de la finance juive, ce sont donc *leurs* journaux, ce ne sont plus *les* journaux des travailleurs. Révérence parler, ces feuilles ont maintenant la condition soumise de la courtisane vis-à-vis de ses protecteurs. Affirmer qu'elles sont restées indépendantes, c'est un impudent défi à l'évidence.

On me répondra que le socialisme était sans le sou, et que le renfort israélite venait joliment à propos tirer de l'ornière son char embourbé. C'était folie de refuser ce secours providentiel. Pardon ! le coup de collier d'Israël a fait plus : il nous a entraînés dans un de ces chemins de forêt qui mènent à des coupe-gorge.

Les hommes de la haute piraterie financière de terre et de mer ne sont pas des imbéciles ; ils n'ont pas été les derniers à voir de quel mortel péril les menaçait le flot sans cesse montant des revendications de la masse opprimée et pressurée. Parer à ce danger suprême, devint leur préoccupation constante. Attaquer l'ennemi de vive force, on n'y pouvait songer ; lui tendre un piège était plus sûr et infiniment moins périlleux. On s'est dit : le socialisme est un pauvre hère, qui ne saura résister à l'appât de l'argent ; il tombera dans le traquenard. Et, en effet, il s'y est déjà laissé prendre une patte. Le renard, en pareil cas, a le courage de s'amputer le membre à

coups de dents, pour sauver le corps. Il faut espérer que le socialisme aura le courage d'en faire autant.

Ce n'est pas seulement le péril *révolutionnaire* qui préoccupait la Ploutocratie israélite ; le péril nationaliste n'était pas non plus négligeable. Il fallait parer aux deux,en même temps que sauver Dreyfus.On jeta les yeux sur Waldeck-Rousseau, le si habile sauveteur des panamistes. Chargé par M. Loubet de la formation du ministère après la chute de Méline, l'agent de la politique judaïsante eut une pensée géniale, celle d'introduire dans son ministère l'un des grands chefs socialistes, et cela avec l'assentiment de son parti. Devenu ministériel, le socialisme serait domestiqué et rendu inoffensif contre le capital, mais, en même temps, mené en laisse par les juifs, il deviendrait leur chien de garde contre l'antisémitisme.

Le plan ne réussit qu'à moitié,grâce au cri d'alarme jeté par le *Parti ouvrier français*, le *Parti socialiste révolutionnaire* et *l'Alliance communiste*, qui s'entendirent pour lancer le retentissant manifeste de protestation qu'on n'a pas oublié.

A cette heure même, des efforts désespérés sont faits pour entraîner,bon gré mal gré,le socialisme tout entier dans les voies néfastes de la politique ministérielle et l'amener à une unité qui, en réalité, serait une abdication et un suicide.

Mais les travailleurs sont prévenus ; et ils savent aussi qu'il y a encore dans le socialisme français des

hommes sincères, dévoués et vigilants, qui n'ont rien de commun avec les arrivistes.

Les « Indépendants » voulant colorer leur défection criminelle, ont prétendu que la République était en un imminent danger, et que la ministérialisation du socialisme était sa dernière planche de salut.

De deux choses l'une : ou le péril était réel, et alors, armé du pouvoir, le ministère devait frapper résolument les conspirateurs et les réduire à l'impuissance. Ou bien il ne s'agissait que d'un péril épouvantail, comme dit Sembat, et, en ce cas, on nous a monté un bateau monstre. Il faut croire que la seconde supposition est la seule vraie. En effet, toutes les mesures de salut républicain se sont réduites à faire prononcer des condamnations point méchantes, en un procès grotesque, contre quelques fantoches du Nationalisme ; à sévir, pour rire, contre deux généraux de coup d'État, dont l'un avait bientôt la liberté d'entrer triomphalement au Sénat, et dont le second ne tardait pas à être remis en activité et recevait un haut commandement ; et, enfin, comme dernière preuve de rigueur, à avoir fait rendre contre les Assomptionnistes, factieux et millionnaires, cette condamnation terrible : 17 francs d'amende ! En revanche, Urbain Gohier a été poursuivi pour insultes à l'armée ; et l'on voit le monstre bicéphale du militari-cléricalisme porter ses deux têtes aussi haut que jamais.

*
* *

C'est vraiment admirable comme les bouillants champions de la cause de Dreyfus sont devenus subitement pacifiques dès qu'il ne s'est agi que de reprendre le bon combat pour la classe spoliée et les peuples opprimés. Leur noble colère, leurs sublimes indignations, leur saint enthousiasme pour la Justice, la Lumière, la « Vérité en marche », tant prodigués pendant la campagne dreyfusiste, sont tombés à plat — tel un ballon dégonflé — une fois l'Affaire terminée.

Les massacres militaires d'ouvriers à la Martinique et à Chalon ; et l'acte épouvantable de vol et d'assassinat contre deux républiques, perpétré par l'Angleterre,à l'instigation des vautours de la spéculation, ne les ont pas sensiblement émus.

*
* *

Le ministère socialiste ? s'est-il employé,au moins, à rendre quelques petits services au socialisme ? Oui, Millerand a casé ses amis, et de ces loups enragés il a fait de vrais moutons. Quant à la caste des parias, on l'a gratifiée de réformes que le citoyen Maillet, dans un virulent article paru dans l'*Humanité nouvelle*, appelle avec tant de raison : « des pseudo-réformes dirigées contre le prolétariat militant et organisé. »

La réforme dont les ministériels se montrent particulièrement fiers, c'est la loi Millerand-Colliard, qui

allonge d'une heure la journée de travail de l'enfant ouvrier.

Le ministère, cher aux transfuges de la lutte de classe, a-t-il, tout au moins, permis aux esclaves du salariat de profiter des occasions qui s'offraient à eux d'arracher aux patrons un adoucissement à leur misérable sort ? C'est ce qui va être examiné.

Le successeur de Méline arrivait à l'heure où le Capital avait exceptionnellement besoin d'un défenseur habile et résolu. Diverses causes concouraient à donner une impulsion extraordinaire au travail industriel. Les chefs des grandes industries et les gros entrepreneurs de travaux avaient des engagements impérieux vis-à-vis de l'Exposition. Les employeurs étaient à la merci de la main-d'œuvre. Pour celle-ci, c'était donc une occasion unique d'exiger du patronat, florissant et cupide, une amélioration de condition. Les travailleurs le comprirent.

A l'époque de la constitution du fameux triumvirat Waldeck-Rousseau — Gallifet — Millerand, une vive effervescence régnait dans plusieurs importants centres ouvriers. L'effervescence gagna encore du terrain, quand l'entrée de Millerand dans le Cabinet fit naître dans certaines corporations de si fols espoirs.

Devenu président du Conseil, Waldeck-Rousseau commence aussitôt à élaborer un plan de défense capitaliste, avec l'inappréciable concours des socialistes gouvernementaux.

Une très habile manœuvre des feuilles officielles fait avorter la grève du Bâtiment. Mais voici l'objectif surtout visé : enrayer le gigantesque mouvement d'émancipation et d'organisation prolétarienne qui venait de gagner tout Saône-et-Loire, jetant l'épouvante dans la féodalité industrielle de la région.

Ce fut le Creusot, on s'en souvient, qui donna le premier signal de la révolte. Après une léthargie de quinze ans, la cité du fer brusquement s'était réveillée. Un beau jour de mai 1899, les forçats des bagnes Schneider se révoltent, d'un commun accord, contre un odieux système d'asservissement, principalement fondé sur l'espionnage et la délation.

La grève éclate le 27 mai ; 10 jours plus tard, on jette les bases du *Syndicat des métallurgistes et similaires du Creusot* ; et, dans la première semaine de juin, le roi du rail est contraint de baisser pavillon devant le drapeau syndical.

A l'exemple du Creusot, Montchanin, Blanzy, Gueugnon, Montceau-les-Mines entrent en lutte avec leurs seigneurs respectifs. On met à profit le chômage pour s'organiser. Partout on fonde des syndicats. Entre les nouvelles organisations s'établit une étroite et effective solidarité. A cette époque, les travailleurs du département de Saône-et-Loire étaient à l'avant-garde de notre prolétariat organisé et militant.

Quand Waldeck-Rousseau prit les rênes du gouvernement, à Montceau, douze mille mineurs se croi-

saient les bras. Eux aussi, les forçats des bagnes noirs, refusaient de réintégrer la galère, tant qu'on ne les aurait pas débarrassés de l'abominable tyrannie des mouchards, à la solde de la Compagnie, et tant que cette dernière n'aurait pas pris l'engagement formel de respecter leurs libertés syndicales.

Tout comme les gouvernants de la « Trahison républicaine », les gouvernants de la « Défense républicaine » eurent recours à l'intimidation à l'effet d'amener les syndiqués à abandonner leurs revendications Dans la cité du charbon, on fit une menaçante concentration de troupes. Jour et nuit, les cuirassiers patrouillaient. Sous le plus léger prétexte, des militants étaient « passés à tabac ». Enfin, un matin le préfet nous dit, à Roldes, Létang et à moi, d'un air très significatif : « Il est temps que la grève finisse... ».

Grâce aux sages conseils de Roldes, les grévistes surent éviter une collision avec la force armée. Une résistance, sans imprudence ni défaillance, eut finalement pour résultat la capitulation de la Mine.

Quelques jours plus tard, nous avions la joie d'enregistrer une nouvelle victoire ouvrière : c'étaient les courageux et sympathiques grévistes de Monchanin qui avaient obtenu satisfaction. Oui, les tuiliers, eux aussi, faisaient céder le Capital; mais après avoir subi, journellement, les injures, les menaces et enfin les charges furieuses de la gendarmrie. Parfois, quand les gendarmes, toujours ivres d'absinthe, s'apprêtaient à

foncer sur un groupe de femmes et d'enfants, des jeunes filles et des fillettes s'élançaient bravement à la tête des chevaux, pour les empêcher d'écraser leurs mères et leurs petits frères.

Malgré le terrorisme ministériel, si les travailleurs l'ont emporté à Montceau et à Monchanin, c'est grâce à ceci : le gouvernement avait négligé d'envoyer ses émissaires éteindre l'agitation au moyen de trompeuses promesses. Mais bientôt, au Creusot, les Viviani, les Turot, ces éteigneurs attitrés des foyers révolutionnaires prenaient leur revanche. A ce propos, on me permettra de me citer. Voici ce que j'écrivais dans l'*Action socialiste* du 19 mai 1900 :

La Reculade du Creusot

« Il nous a paru opportun d'appeler l'attention sur les élections municipales des deux grands centres industriels de Saône-et-Loire, et de rechercher les causes qui ont donné lieu à des résultats si différents et si significatifs. Nous voulons parler de la victoire éclatante que nous avons remportée à Montceau-les-Mines et de la défaite non moins éclatante que nous avons subie au Creusot.

« Rappelons d'abord — cette constatation a son importance — que c'est précisément dans le fief Schneider qu'éclata, il y a un peu plus d'un an, ce mouvement gréviste et syndical socialiste, spontané et puissant,

qui aussitôt galvanisa toute la région. En effet, il donna le signal du « Réveil de Saône-et-Loire », ce même Creusot qui vient si étrangement et si tristement de faire acte de soumission et d'allégeance envers son Seigneur !

« D'une part les travailleurs de Montceau-les-Mines, qu'une fâcheuse intervention n'a pas égarés, poursuivent sans défaillance leur émancipation et arrivent à imposer à la Mine une municipalité prolétarienne ; d'autre part, les révoltés de la première heure font défection et assurent le triomphe de la liste de l'exploiteur, contre lequel, quelques mois auparavant, ils avaient soutenu la lutte opiniâtre et héroïque que l'on sait.

« Pourquoi les métallurgistes du Creusot ont-ils trahi la cause ouvrière ? Parce qu'ils avaient sur le cœur les cruelles déceptions de l'arbitrage ministériel.

« Simplistes comme tous les ignorants, les travailleurs du fer ont rendu le socialisme responsable de leurs trop justes griefs contre certaines individualités socialistes, leur vote a été à la fois un vote de ressentiment, de désespérance et de dégoût.

« Hélas ! les vaillants lutteurs de l'année dernière ont perdu la foi dans un meilleur devenir ; la lumière, qui les avait soudain éclairés, tout à coup s'est éteinte ; de nouveau ils se sont plongés dans les ténèbres de l'inconscience et dans l'abjection de la servitude. Humiliés, vaincus, tête basse comme les chiens qui re-

viennent à l'attache, les anciens forçats révoltés du bagne Schneider ont repris la chaîne.

« Quand je songe que voilà le Creusot, hier une des forteresses du prolétariat militant, retombé sous le joug de son despote, esclave, comme jadis, du patron, du prêtre et du mouchard, je ne puis m'empêcher d'évoquer avec douleur un inoubliable jour de septembre dernier où j'arrivai dans la cité métallurgique. On y avait décrété, pour la seconde fois, la grève générale. A ce moment, le Creusot était un ardent foyer révolutionnaire. Là-bas, sous les arbres du Mail, s'entassait une foule énorme. Du haut d'un kiosque, Roldes lançait de vibrants appels à la résistance, auxquels répondaient de formidables clameurs d'approbation.

« J'entends encore ces milliers de voix, masculines, féminines, enfantines, les voix de tout un peuple, jetant le défi à l'oppresseur exécré ; elles résonnaient à mes oreilles comme ces grondements menaçants précurseurs des grands orages.

« Oui, ce jour-là, le prolétariat creusotain vivait d'une intensité de vie extraordinaire. Le patron-maire avait sa bonne ville ameutée contre lui.

« Les grévistes avaient la famine en perspective : le maître, tout le premier, menaçait d'exoder, c'est-à-dire de transporter ses ateliers ailleurs. Pour eux, deux issues à cette situation se présentaient seules : ou se rendre lâchement à merci, ou tenter un effort

décisif pour amener les pouvoirs publics à prendre des mesures d'équité et d'humanité en faveur d'une importante population ouvrière, qui devait leur paraître d'autant plus intéressante qu'elle travaillait pour l'armement national. C'est alors que l'exode fut décidé. Tous les autres centres industriels du département allaient s'y joindre dans un élan de solidarité.

« C'était là un mouvement colossal. Bien que légal et pacifique, il mettait le gouvernement dans la nécessité de mettre la main à la solution du problème des rapports entre le Capital et le Travail. Le brûlant problème économique se posait alors et s'imposait impérieusement. Il ne se contentait plus de paroles, il lui fallait des actes.

« Pouvait-on s'imaginer qu'un ministre, se prétendant républicain et socialiste, ne saisirait pas cette occasion de porter un grand coup à la puissance réactionnaire et cléricale du haut patronat ? Pouvait-on supposer qu'il aurait assez peu d'habileté politique pour combattre une manifestation de nature à inspirer les plus salutaires réflexions à la conspiration anti-républicaine ? Pouvait-on le croire capable de sacrifier les intérêts du prolétariat et de la démocratie à ceux du capital réactionnaire ?

« Il en fut ainsi pourtant. Le Ministère, pris de peur, dépêcha sous mains aux exodistes de véritables pompiers chargés d'éteindre le feu de l'agitation.

« Confiant dans les promesses que leur prodiguèrent

les endormeurs ministériels, les Viviani et les Turot, les grévistes abandonnèrent leur entreprise.

« La Comédie de l'arbitrage Waldeck-Rousseau fut jouée ; l'abominable mystification une fois reconnue, la confiance trompée s'est changée en colère à la fois contre le Socialisme et contre la République.

« Le mouvement rétrograde vient de s'affirmer par les élections du 6 mai.

« Au parti socialiste de tirer la conclusion. »

*
* *

Une nouvelle grève vient d'éclater dernièrement dans la cité de Schneider,et à l'instigation machiavélique du richissime usinier lui-même. Celui-ci a voulu profiter d'un conflit,qui mettait aux prises son syndicat de renégats avec ce qui restait de l'ancien puissant syndicat socialiste,pour exercer sa vengeance à l'égard d'une poignée de militants demeurés malgré tout fidèle au socialisme. Les réfractaires auraient été mis à la raison par la troupe, si la troupe, créant un précédent de bon augure, ne s'était refusée à remplir le rôle infâme qu'on attendait d'elle. Par contre, on vit les organisateurs du mouvement syndical révolutionnaire conduits à la prison, enchaînés, entre deux gendarmes, comme des malfaiteurs. Plus que jamais l'autoritarisme autocratique règne au Creusot, depuis le mémorable banquet où le ministre du commerce a bu à l'œuvre glorieuse et bienfaisante de Schneider,

qu'il a officiellement sacré bon patron. (On était loin du banquet de St-Mandé !)

Jetons encore un regard en arrière. Évoquons la lutte héroïque des infortunés métallurgistes de Gueugnon, qui, le ventre vide, avec l'énergie du désespoir, ont tenu tête, pendant des mois, au patron affameur, l'infâme Campionnet, dont l'infâme ministère s'était fait le complice. Le gouvernement mit à l'entière disposition de l'odieux Maître de Forges un bataillon de chasseurs. Ce n'était pas assez que M. Campionnet frappât de sa main les grévistes, il fallut encore que la soldatesque, grisée par le champagne de l'usinier, *chez qui elle était logée*, chargeât, avec l'aveugle fureur de l'ivresse, la paisible population de travailleurs que des salaires de famine avaient acculée à la grève. Plusieurs ouvrières eurent les côtes éraflées par les baïonnettes; il est également vrai que maint officier bleu rapporta aussi de cette campagne au pays de la noire misère de glorieuses blessures : la trace des ongles et des dents des malheureuses qu'on traquait comme des bêtes malfaisantes.

A Gueugnon, ainsi qu'à Monchanin, la défense capitaliste s'est exercée avec une cruauté jusqu'alors sans exemple sous la République.

***

Et pendant que d'incroyables privations réduisaient les pauvres métallurgistes de Gueugnon à la maigreur sépulcrale des faméliques de l'Inde, nos

ministres étaient bien tranquilles et se payaient des festins de Lucullus.

*
* *

Maintenant arrivons aux dramatiques grèves du Doubs. Ah ! c'est là que la défense républicaine a acquis des titres à la reconnaissance du haut patronat ! Elle mit aux ordres des Japy, une partie de son armée de l'Est, à l'effet de jeter l'épouvante dans les rangs des serfs révoltés des puissants Seigneurs de la Vallée, et, au besoin, de châtier la plèbe réclamante. Le ministère Waldeck-Millerand poussa le manque d'impartialité jusqu'à tolérer cette audacieuse illégalité : le patron-maire commandant en personne à la troupe, contre ses propres grévistes. Ce fait inouï s'est produit notamment à Baucourt. Là, sans l'intervention des députés socialistes Poulain et Coutant, qui se jetèrent entre les ouvriers et les gendarmes revolver au poing, prêts à tirer, le ministère, objet de l'admiration des Indépendants, aurait eu quelques crimes de plus à son actif.

Vers la mi-novembre, quand je me rendis à l'appel du Syndicat de Badevel, je trouvai la population du Doubs au paroxysme de l'indignation. Loin de la mater, le terrorisme organisé contre elle avait surexcité sa combativité. De tous côtés, j'entendais hommes et femmes affirmer : « plutôt que de rentrer à l'usine vaincus, nous sommes résolus à mourir en

luttant. » C'est de cet état d'esprit que naquit l'idée de l'exode.

Perdant tout espoir d'amener à composition les irréductibles Japy, les grévistes d'Audincourt et des environs se décidèrent à mettre à exécution le projet que Roldes avait conçu au Creusot. L'arrivée au ministère d'un des leaders socialistes devait fatalement donner à la masse, dans la détresse, de chimériques espérances. Les ministériels nous ont reproché, en des termes injurieux, à Bietry — si lâchement persécuté par le ministère de corruption — à Quilici et à moi, de ne pas avoir empêché le mouvement d'exode vers la Capitale et d'y avoir pris part. L'entraînement était irrésistible, et le devoir nous commandait de rester avec les nouveaux pastoureaux, pour parer de notre mieux aux redoutables éventualités du voyage à Paris. Certainement, à Belfort, nous avons empêché une épouvantable boucherie. Jamais je n'oublierai cette minute tragique : le préfet de la Défense républicaine posant aux meurt-de-faim, parqués sous les murs de la place forte, entourés d'un cordon de troupe, en face de l'arrogant État-major à cheval, ce monstrueux ultimatum : « Partez, sinon la cavalerie va vous charger ». Et j'entends encore les « exodistes » s'écrier, dans un sublime élan de révolte et de sacrifice : « Eh bien, faites-nous charger ! Nous sommes prêts à mourir ! »

Heureusement, l'inspiration nous vint de demander

au préfet un sursis de deux heures. A la première étape, arrivent, en tenue de guerre, les hussards et les dragons. Ils sont innombrables. Le préfet du Doubs, M. Roger, qu'on retienne ce nom, venu dans un automobile *mis à sa disposition par les Japy*, nous faisait demander. Dans un langage violent et grossier, le zélé fonctionnaire de la République de Schneider et de Rotschild nous enjoignait de faire déguerpir prestement les grévistes des granges, où ils s'étaient réfugiés, avec la permission des paysans, sous peine de les voir délogés à coups de baïonnettes. Et c'est, effectivement, la baïonnette aux reins, que les exodistes rentrèrent à Audincourt. C'était un troupeau de nègres blancs en fuite qu'on ramenait de force à leurs maîtres.

*
* *

Au congrès socialiste du mois de décembre, nous proposâmes, le citoyen Quilici et moi, un ordre du jour flétrissant le pseudo-ministère de salut républicain, pour son intervention manifestement hostile aux travailleurs, principalement dans les grèves de l'Est. Cet ordre du jour ayant été repoussé, j'en proposai un autre, exprimant simplement la sympathie du congrès pour le salariat aux prises avec le patronat et un blâme aux forces policières pour leurs excès. Jaurès et les jaurésistes protestèrent furieusement contre ma première motion, qu'ils firent échouer, et escamotèrent très adroitement la seconde, malgré les protestations

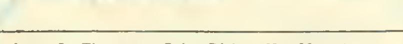
indignées des délégués du *Parti socialiste révolutionnaire* et du *Parti ouvrier français.*

Si le congrès du manège Japy n'avait pas suivi Jaurès,on peut se demander si, en présence d'un blâme sévère d'une fraction importante de sa majorité, le cabinet Waldeck-Millerand n'aurait pas prévenu les tueries de la Martinique et de Saône-et-Loire.

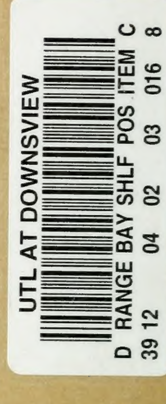
Les renégats du socialisme rejettent sur l'armée l'entière responsabilité des criminelles violences commises contre le prolétariat. C'est de l'audace, car la troupe et la gendarmerie n'agissent qu'en exécution des ordres du gouvernement.

Le sang ouvrier du Français et de Châlon est sur le ministère et sur ses suppôts, et les torrents d'éloquence des coryphées ministériels ne parviendront pas à laver cette tache de Macbeth.

Concluons en souhaitant ardemment l'*Unité*; mais l'Unité que nous appelons de tous nos vœux n'a rien de commun avec celle que Jaurès poursuit avec tant d'acharnement. Nous voulons, nous, une *unité vraiment révolutionnaire*, d'où seront rigoureusement exclus tous les éléments de corruption et de décomposition socialiste.



Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Hte-Marne).


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 12 04 02 03 016 8